

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

A propos du "coût" du travail

Qui a dit...

- Social -

Date de mise en ligne : dimanche 26 octobre 2008

Démocratie & Socialisme

On peut ainsi se livrer au jeu des devinettes pour trouver qui a dit ce qui suit...

« Les coûts salariaux en France se trouvent dans la moyenne basse des pays européens »

« Contrairement aux idées reçues, la France est relativement bien positionnée pour le coût du travail notamment par rapport à ses concurrents directs que sont l'Allemagne et le Royaume-Uni »

« Le coût global du travail dans l'industrie (secteur d'activité de référence pour les comparaisons internationales) en France est l'un des plus faibles des pays de l'Europe des 15. Il est quasiment équivalent au coût du travail aux Etats-Unis »

« La capitale française se classe ainsi au 2e rang mondial pour l'accueil des sièges sociaux d'entreprises, avec 27 entreprises du Fortune Global 500, devant New York, Londres et Pékin. »

« Les Français affichent en effet des performances exceptionnelles en termes de productivité, avec une performance supérieure de 20 % à la moyenne européenne. »

« Les Français ont une durée effective de travail par semaine supérieure à... celle des Etats-Unis, de l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Irlande, la Belgique, les Pays-Bas, les pays scandinaves. (...) une heure de plus qu'en Grande-Bretagne et 2h30 de plus qu'en Allemagne, et un niveau supérieur à la moyenne des 27 pays membres de l'Union Européenne »

« Si les Français sont si productifs, c'est qu'ils sont très bien formés : 7% du PIB de la France est consacré à l'éducation et à la formation »

« Le nombre de jours de grève dans le secteur privé en France est inférieur à celui des Etats-Unis, de l'Italie ou de l'Espagne »

Qui peut ainsi se livrer à de telles affirmations à mille lieux du discours dominant tenu en France ? Qui peut prétendre contredire à ce point les assertions du Medef et de nombreux « experts » ? Qui peut paraître aussi irréaliste, pardon, surréaliste, déconnecté à ce point des évidences et des réalités aux yeux du discours dominant actuel ? Car nous le savons bien, dans ce monde qui bouge, nous, en France, payons trop, sommes paresseux et toujours en grève... Alors qui ? Olivier Besancenot ? Marie Georges Buffet ? François Hollande ? Bernard Thibault ? Jean Claude Mailly ? L'Union syndicale Solidaires ? Le SNUI ?

Pardon, mais vous n'y êtes pas... Ce qui est écrit ci-dessus est tout ce qu'il y a de plus officiel : ces extraits (fidèles à l'ensemble dont ils font partie) proviennent de l'Agence française des investissements internationaux qui (l'AFII, créée le 15 mai 2001, un établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la tutelle du ministère de l'Economie et des Finances et du ministère délégué à l'Aménagement du Territoire. Son président est ambassadeur délégué aux investissements internationaux).

L'AFII répond ainsi aux idées reçues en vogue aussi bien en France qu'hors des frontières. Et cela ne date pas d'hier : depuis sa création, elle vante les mérites de l'économie française dans le but d'attirer certes des investisseurs, mais tout en s'appuyant sur des données implacables qui, dans la bouche des syndicalistes par exemple, passent pour des provocations ou pire, pour de graves erreurs d'analyse. L'AFII n'invente rien, elle

retranscrit tout simplement la réalité, une réalité par ailleurs parfaitement accessible pour peu que l'on prenne le temps de se pencher sur les statistiques publiques, ces mêmes données qui montrent, par exemple, qu'il n'existe empiriquement aucun lien entre le niveau de « prélèvements obligatoires » et le développement économique mais qu'il en existe un en revanche entre prélèvements obligatoires et inégalités, puisque là où les prélèvements sont élevés, les inégalités sont moins fortes que dans les pays moins solidaires..

Il reste toutefois après cette lecture un goût amer, une sensation désagréable sur ceux qui véhiculent en dépit de tout cela les idées fausses sur les comparaisons internationales supposées défavorables en tous points à la France, sur le coût du travail, la durée du temps de travail, les prélèvements obligatoires... Lorsque les termes du débat ne sont pas posés et, pire, lorsque certaines choses sont cachées pour mieux faire passer un discours trompeur, c'est tout simplement le fonctionnement d'une société démocratique qui s'en trouve affecté.

Gérard Filoche